

[Text]

directions, and I intend to ensure the administration program structure for our department is such that it will lend support in this endeavour.

That is why we are moving to set up industry advisory committees, wherein business and labour work together to develop advice to the government on matters affecting their particular sectors. Task forces have been established for the automotive, aerospace and forestry sectors and a small business consultative committee is in place. Others will be announced in due course.

In the meantime, Mr. Chairman, until such time as legislation affecting the new organization is passed, for purposes of financial administration, we must continue to deal with the estimates of the two departments of ITC and DREE as separate entities. The subject before us today is the ITC main estimates as shown in section 14 of the blue book. I and my officials will be glad to entertain any questions the committee may have with regard to these estimates.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. The first questioner, Mr. Lewis; 10 minutes please.

Mr. Lewis: Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Minister, I appreciate your opening remarks. I would ask you if you could, in perhaps going over some of the history of your department for the last year, advise us as to where the Maislin Transport deal comes in. I note from your remarks, in looking at the priorities that your department has, that you do have industrial adjustment to assist firms and industries. It might come in there, but I am at a sort of loss here. I do not know whether it comes in under those priorities, or under your comments where you say that sometimes decisions of the Enterprise Development Board, I guess it is, resemble bail outs for banks rather than the companies in that the loan guarantees under your department should be considered only as a last-ditch action.

• 0950

Would you suggest to us in the future that a Maislin bail-out is a bail-out of a company coming under industrial adjustment or a bank?

Mr. Lumley: Mr. Chairman, first of all, I think the statement Mr. Lewis refers to is the result of an article on my appearing before the Finance committee of the Senate. I was questioned by some of the senators with regards to the decisions of the Enterprise Development Board. I was indicating, in many cases, the applications for financial assistance of several companies that come before the board had been rejected on the basic premise that we are not bailing out the companies. In essence, the money is just transferring hands and going right through the company into the banks. It is the bank that, in essence, is being bailed out and not necessarily the company.

In the vast majority of these cases, I think the board is justified in their assessment. As hon. members know, at the

[Translation]

les syndicats de la nécessité de cette orientation. Je désire également veiller à ce que l'appareil administratif responsable du programme global de notre ministère appuie cet effort.

C'est pourquoi nous voulons mettre sur pied des comités de consultation de l'industrie, à l'intérieur desquels les chefs d'entreprise et les syndicats uniront leurs efforts afin de conseiller le gouvernement sur les questions qui influent sur leurs secteurs particuliers. Des groupes d'étude ont été établis dans les secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale et des produits forestiers, et un comité consultatif des petites entreprises est déjà en place. La création d'autres organismes sera annoncée en temps et lieu.

En attendant l'adoption d'une loi régissant ce nouvel organisme nous devons, aux fins de l'administration financière, continuer de traiter les budgets des ministères de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale comme des entités distinctes. Aujourd'hui, nous devons étudier le budget des dépenses du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui figure au chapitre 14 du livre bleu.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Le premier intervenant est M. Lewis qui aura dix minutes.

M. Lewis: Merci beaucoup monsieur le président. Monsieur le ministre, j'ai apprécié votre déclaration d'ouverture. Pourriez-vous peut-être en faisant l'historique de votre ministère au cours de la dernière année, nous dire où se situe l'affaire Maislin Transport? En lisant vos commentaires, je remarque au chapitre des priorités de votre ministère que vous avez prévu certains mécanismes industriels susceptibles d'aider les entreprises et les industries. C'est peut-être là que cette affaire se situe, mais je suis un peu perdu. J'ignore si elle tombe sous l'une de ces priorités ou si c'est comme vous le dites, que parfois les décisions de la Commission d'expansion des entreprises ressemble à des cautionnements pour les banques plutôt que pour les compagnies puisque la garantie de prêt consentie par votre ministère devrait être considérée uniunement comme un dernier recours.

Nous laisseriez-vous entendre qu'à l'avenir un cautionnement du genre Maislin est effectué en vertu du critère d'adaptation industrielle ou pour aider une banque?

M. Lumley: Monsieur le président, d'abord je pense que les propos de M. Lewis font allusion à un article paru suite à ma comparution devant le Comité des finances du Sénat. Certains sénateurs m'ont posé des questions sur les décisions de la Commission d'expansion des entreprises. Je disais que dans bien des cas les demandes d'aide financière de nombreuses compagnies qui sont soumises à la Commission avaient été rejetées sur le critère de base que nous ne sortons pas les compagnies du pétrin. En fait, les fonds ne font que changer de main et vont aux banques par le truchement de la compagnie. En fait c'est la banque qui est tirée d'affaires et pas nécessairement la compagnie.

Dans la grande majorité de ces cas, je pense que les évaluations de la Commission étaient justifiées. Comme l'honorable